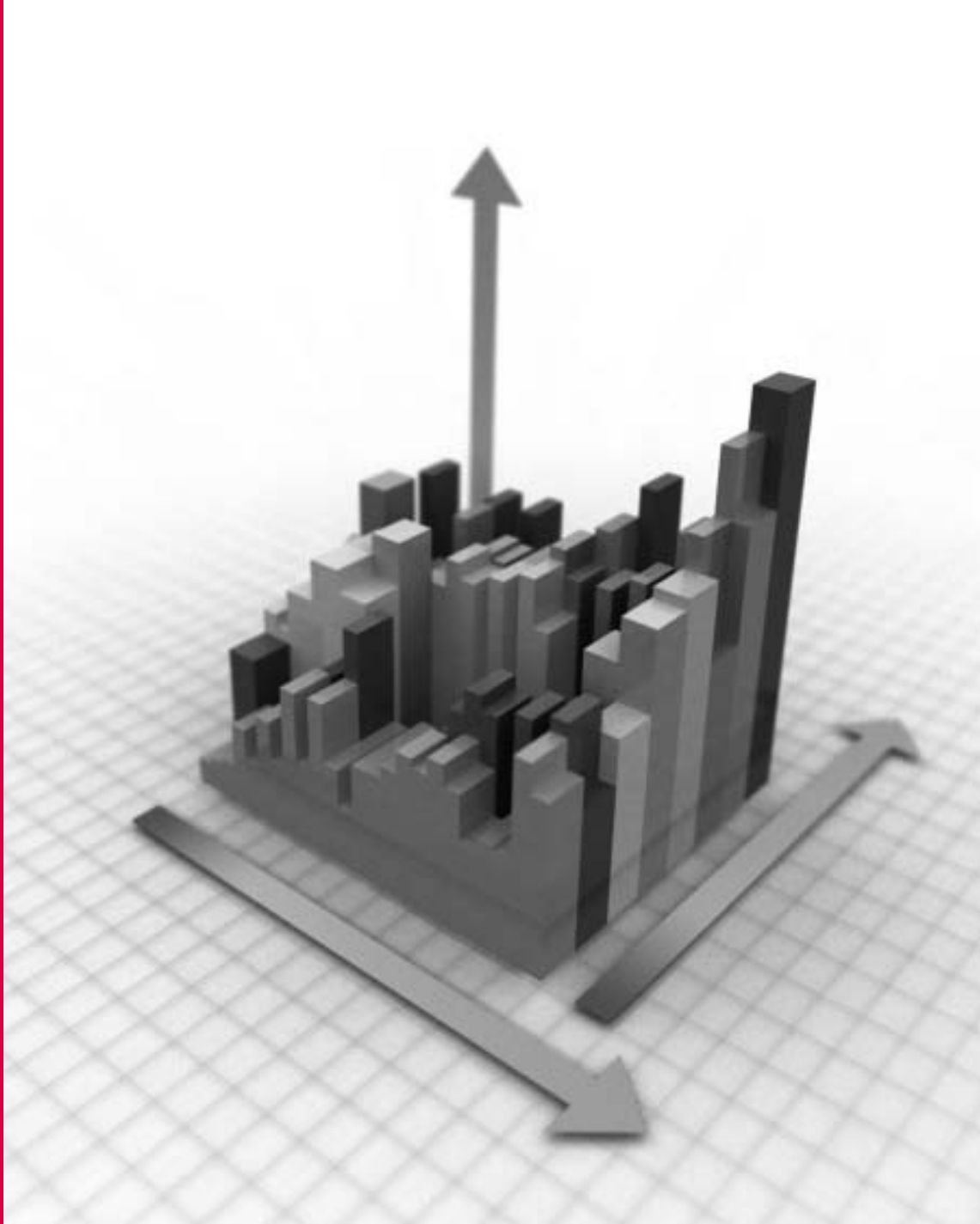


Analyse 3^{ème} trimestre 2012 : défaillances et sauvegardes d'entreprises en France



altares

► La connaissance inter-entreprises

Altaires est un acteur de référence des services aux entreprises. Il fournit à ses clients des solutions pour accélérer la croissance dans deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier en France, en Europe et à l'international.

Altaires propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles, dans deux domaines spécifiques de la connaissance inter-entreprises, liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2006
- les retards de paiement en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altaires publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance ; un bilan semestriel et un bilan annuel viennent compléter chaque cycle d'analyses trimestrielles. Ces analyses sont disponibles sur simple demande aux contacts ci-dessous, et font l'objet d'un envoi par mail, dès parution. Elles sont de plus systématiquement consultables en ligne, sur le site www.altaires.fr et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : JEUDI 11 OCTOBRE 2012

ALTARES

55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre

contact@altaires.fr

Tél : 01 41 37 51 04 – Fax : 01 41 37 50 01

www.altaires.fr

Responsable des études

Thierry Millon

Tél : 04 72 65 15 51

Relations Presse : Actual Consultants

Françoise LINHART

agence@actual-consultants.com

36 ter avenue Franklin Roosevelt

77210 Avon Fontainebleau

Tél : 01 60 70 00 00 – Fax : 01 60 39 02 02

www.actual-consultants.com

NANTERRE, LE JEUDI 11 OCTOBRE 2012

DÉFAILLANCES ET SAUVEGARDES D'ENTREPRISES : L'ANALYSE TRIMESTRIELLE ALTARES

Près de 12 000 défaillances d'entreprises prononcées au 3^{ème} trimestre 2012 (+ 3,7 %).

Les PME de 1 à 49 salariés sont les plus menacées avec 7 000 procédures ouvertes (+ 11 %).

Le nombre des défaillances d'entreprises comptabilisées au cours du troisième trimestre est contenu légèrement sous le seuil des 12 000 franchi en 2009. 11 706 procédures de sauvegarde, RJ ou LJ directes ont été prononcées par les tribunaux. Ce volume de procédures est en augmentation de 3,7 % en comparaison du troisième trimestre 2011, mais l'été 2011 a été le moins sinistré des cinq dernières années.

Ce regain des défaillances d'entreprises, après deux étés de baisse, confirme que l'économie a calé notamment du côté des PME les plus modestes. En effet, si la situation se détend sur le front des défaillances des PME de 50 salariés et plus, en revanche les difficultés s'accroissent pour les PME de 1 à 49 salariés. 7 000 d'entre elles ont défailli cet été, c'est 11 % de plus qu'un an plus tôt et autant qu'au cours de l'été 2009.

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure par trimestre

(situation au 1^{er} octobre de chaque année)

	T3 2008	T3 2009	T3 2010	T3 2011	T3 2012	Évolution 2012/2011
Sauvegardes	160	318	260	280	310	10,7 %
Redressements judiciaires	3 593	3 953	3 515	3 317	3 300	-0,5 %
Liquidations Judiciaires directes	7 692	8 555	8 058	7 693	8 096	5,2 %
TOTAL FRANCE	11 445	12 826	11 833	11 290	11 706	3,7 %
Dont PME > 50 salariés	91	147	94	105	86	-18,1 %
Ensemble Emplois menacés	44 650	57 900	47 450	47 300	48 260	2,0 %



Decide with Confidence

NANTERRE, LE JEUDI 11 OCTOBRE 2012

Les petites PME souffrent de l'apathie de la demande interne.

Les entreprises individuelles continuent de mieux résister. 4 600 micro-entreprises **sans salarié** ont défailli cet été 2012, c'est 6% de moins qu'il y a un an. Plus souples, ces structures parviennent à s'accommoder des contraintes ; leurs dirigeants peuvent faire le dos rond lorsqu'ils doivent affronter un épisode financier délicat. En revanche, dès lors qu'il est question de charges fixes, l'entreprise est évidemment moins agile. Elle doit disposer d'une trésorerie régulière pour pouvoir verser les salaires par exemple. C'est pourquoi, dans un contexte conjoncturel au ralenti, ces entreprises d'au moins 1 salarié sont à la peine. Celles employant **1 ou 2 salariés** connaissent une forte dégradation des défaillances (+ 14%). L'augmentation est également forte pour les entreprises de **3 à 5 salariés** (+ 10%) ou de **6 à 9 salariés** (+ 7%). Ainsi, 6 000 TPE de 1 à 9 salariés ont défailli ce troisième trimestre, c'est 12% de plus que lors de l'été 2011. Alors que sur les six premiers mois de l'année la tendance était encore dans le vert (- 5%), les tensions se sont accélérées sur l'été 2012.

Le cap des 10 salariés atteint, l'entreprise n'en n'est pas pour autant épargnée par l'arrêt de l'économie. En effet, plus de 860 sociétés de **10 à 49 salariés** ont obtenu l'ouverture d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire ou ont été placées directement en liquidation judiciaire par les tribunaux ; c'est 6% de plus qu'au cours du troisième trimestre 2011.

Les petites PME souffrent donc particulièrement de l'apathie de la demande interne. Les PME les plus grandes, au-delà de 50 salariés, n'y sont pas insensibles mais après de nombreux mois inscrits sur de sévères tendances, les défaillances d'entreprises sont en recul ce troisième trimestre. 86 sociétés de cette taille sont en sauvegarde, RJ ou LJ, c'est 18% de moins qu'il y a un an, soit une vingtaine de grosses PME épargnées par rapport à l'été 2011 et une soixantaine par rapport à l'été 2009.

Pourtant, en dépit de l'amélioration constatée sur l'évolution des défaillances de grosses PME, la forte fragilité des PME de 1 à 49 salariés conduit à alourdir significativement le nombre d'emplois menacés par ces procédures collectives. Ainsi, les 11 700 entreprises défaillantes du troisième trimestre représentent près de 48 300 emplois, soit un millier de plus qu'il y a un an. Nous sommes, néanmoins, encore loin des très mauvais chiffres de l'été 2009 qui approchait les 58 000 emplois menacés.

De nombreux secteurs vivent au rouge, en particulier l'immobilier, les C.H.R. et soins à la personne.

Le retournement est sensible dans de nombreux secteurs.

C'est notamment le cas du bâtiment qui porte traditionnellement plus du quart des défaillances d'entreprises. Dans ce secteur, les dépôts de bilan sont en hausse de 6% et explosent même de 23% dans l'immobilier. La situation est tendue dans la maçonnerie générale ou de gros œuvre (+ 6%) et davantage encore pour les agences immobilières (+ 58%).



Decide with Confidence

NANTERRE, LE JEUDI 11 OCTOBRE 2012

Le commerce, deuxième gros secteur défaillant, parvient néanmoins à contenir la dégradation à 1 % grâce à la résistance du commerce interentreprises (- 9 %) tandis que le commerce et réparation de véhicules dérape de plus de 6 % et le commerce de détail de 4 %, dont + 17 % dans le commerce d'habillement.

Dans les activités de services destinés aux entreprises, la sinistralité augmente de 15 % dans le transport routier de marchandises, 13 % dans les services informatiques & édition de logiciels, ou 10 % dans les activités scientifiques et techniques.

Les services à destination des particuliers sont mal orientés dans la restauration (+ 12 %) et plus encore dans les métiers de coiffeurs, soins de beauté et corporels (+ 20 %).

L'industrie manufacturière résiste (- 8 %) tandis que l'agroalimentaire est encore à la peine (+ 4 %).

Des difficultés plus marquées sur une moitié Est de la France.

L'Île-de-France qui comptabilise plus de 20 % des ouvertures de RJ/LJ donne la direction. Les défaillances d'entreprises y augmentent de 2 % ; elles reculaient encore de 6 % sur le deuxième trimestre.

La tendance est plus marquée dans le Sud-Est avec une dégradation de 4 % en Provence-Alpes-Côte-D'azur et 8 % en Rhône-Alpes. Ces trois régions concentrent plus de 40 % des défaillances d'entreprises ; le ton est donné.

Toujours sur la moitié Est, les évolutions sont sévères en Champagne-Ardenne (+ 13 %), Alsace (+ 11 %) ou Bourgogne (+ 9 %).

Le quart Nord-Ouest tente de résister, les tendances sont voisines de la moyenne nationale.

« Dès l'été 2008, le retournement conjoncturel avait été brutal, en particulier dans l'industrie. Les entreprises les plus fragiles n'avaient pu résister longtemps à ce maelstrom », rappelle Thierry Millon, responsable des analyses Altares. « Pourtant, en cette rentrée 2008 beaucoup tentaient encore de se convaincre qu'il suffirait d'attendre 6 ou 12 mois et que la crise se conjuguerait alors à l'imparfait. L'histoire a été bien différente. A la reprise molle de 2010 et début 2011 ont succédé des trimestres de croissance nulle. Le moteur allemand perd en puissance et l'économie française cale.

Dans ces conditions, des milliers de PME françaises lâchent prise, typiquement celles de moins de 10 salariés opérant sur des métiers à destination des ménages et créées entre les crises de 2002 et 2008, lorsque la création d'entreprises était très dynamique. La tempête financière de 2008 avait frappé de plein fouet l'industrie et plus globalement les activités B2B. Aujourd'hui, comme par effet retard, c'est au tour du B2C d'être malmené. Les premiers ont entamé leur transformation, les seconds vont à leur tour devoir repenser leur modèle, leur organisation. La croissance par le



Decide with Confidence

NANTERRE, LE JEUDI 11 OCTOBRE 2012

prix est destructrice de valeur ; la croissance sans cash est illusoire ; le pilotage du BFR par la seule variable du crédit fournisseur rend l'entreprise très vulnérable.

Cette tendance marquée quant à la fragilité des petites PME ou TPE doit inciter leurs fournisseurs à redoubler de vigilance sous peine de devoir supporter le transfert du risque vers leurs propres sociétés. La dernière analyse Altares des comportements de paiement des entreprises soulignait que près de 6 % des entreprises de moins de 10 salariés réglaient leurs fournisseurs avec un retard supérieur à 30 jours. Or, si la commission européenne regrettait dans un communiqué du 5 octobre que le retard de paiement des factures puisse être encore considéré par beaucoup comme une pratique tout à fait acceptable, nous devons rappeler qu'une défaillance sur quatre est due à des retards de règlement».

Renseignement : Thierry Millon - Responsable des Études Altares : 04 72 65 15 51

A PROPOS D'ALTARES

Altaires est née du rapprochement de la Base d'Informations Légales BIL et de Dun & Bradstreet France. Sa vocation, en tant que spécialiste de la connaissance inter-entreprises : fournir des solutions pour accélérer la croissance.

Altaires répond aux besoins des entreprises sur deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier, en France, en Europe comme à l'International.

Membre du 1er réseau international d'informations B to B (le D&B Worldwide Network), Altaires diffuse en France les solutions créées par le leader mondial D&B. Les clients d'Altaires disposent du seul accès global à des données qualifiées sur plus de 200 Millions d'entreprises dans le monde.

Dirigée par Thierry Asmar, Altaires, détient 40 % du marché français ; avec un CA d'environ 55 Millions d'Euros, l'entreprise compte près de 300 collaborateurs répartis

sur 3 sites principaux : Nanterre, St-Quentin-en-Yvelines et Villeurbanne.

ALTARES
55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altares.fr
www.altares.fr
Thierry Asmar
Tél : 01 41 37 51 04



Decide with Confidence

PARTIE 1

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

3^{ÈME} TRIMESTRE 2012

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES 8

- 9 Statistiques France globale
Statistiques France par tranches d'effectifs
Statistiques France par tranches d'âge
- 10 Statistiques France par secteurs d'activités détaillées
- 11 Statistiques France par Région
- 12 Évolution des défaillances d'entreprises sur 10 ans (données sur 12 mois glissants - septembre 2002 à septembre 2012)
Carte d'évolution des défaillances d'entreprises par Région
- 13 Les défaillances de plus de 20 M€ de Chiffre d'affaires au 3^{ème} trimestre 2012

PARTIE 2

LES PROCÉDURES DE SAUVEGARDE D'ENTREPRISES EN FRANCE

3^{ÈME} TRIMESTRE 2012

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES 14

- 15 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France Globale
Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par tranches d'effectifs
Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par tranches d'âge
- 16 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par secteurs d'activités détaillées
- 17 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par Région
- 18 Carte des ouvertures de sauvegarde en France par Région au 3^{ème} trimestre 2012
- 19 Les sauvegardes de plus de 10 M€ de Chiffre d'affaires au 3^{ème} trimestre 2012

MÉTHODOLOGIE 20

ANNEXES

LES DÉFAILLANCES ET PROCÉDURES DE SAUVEGARDE D'ENTREPRISES EN FRANCE

9 MOIS

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES 23

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES 26

PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

3^{ÈME} TRIMESTRE 2012

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES (SITUATION AU 1^{ER} OCTOBRE DE CHAQUE ANNÉE)

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE GLOBALE

3 ^{èmes} trimestres	2010	2011	2012
France	11 573	11 010	11 396
Evolution Vs N-1	-6,1 %	-4,9 %	3,5 %

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	3 ^{ème} trimestre 2011	3 ^{ème} trimestre 2012	Évolution trimestre
0 salarié	4 827	4 554	-5,7 %
1 ou 2 salariés	2 973	3 398	14,3 %
3 à 5 salariés	1 583	1 743	10,1 %
6 à 9 salariés	791	843	6,6 %
10 à 19 salariés	502	513	2,2 %
20 à 49 salariés	250	271	8,4 %
50 à 99 salariés	56	48	-14,3 %
100 à 199 salariés	14	17	21,4 %
200 salariés et plus	14	9	-35,7 %
TOTAL FRANCE	11 010	11 396	3,5 %

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE

ÂGE	3 ^{ème} trimestre 2011	3 ^{ème} trimestre 2012	Évolution trimestre
moins de 3 ans	2 920	2 974	1,8 %
3 à 5 ans	3 384	3 456	2,1 %
6 à 10 ans	2 181	2 392	9,7 %
11 à 15 ans	932	967	3,8 %
16 à 50 ans	1 549	1 574	1,6 %
51 et plus	44	33	-25,0 %
TOTAL	11 010	11 396	3,5 %

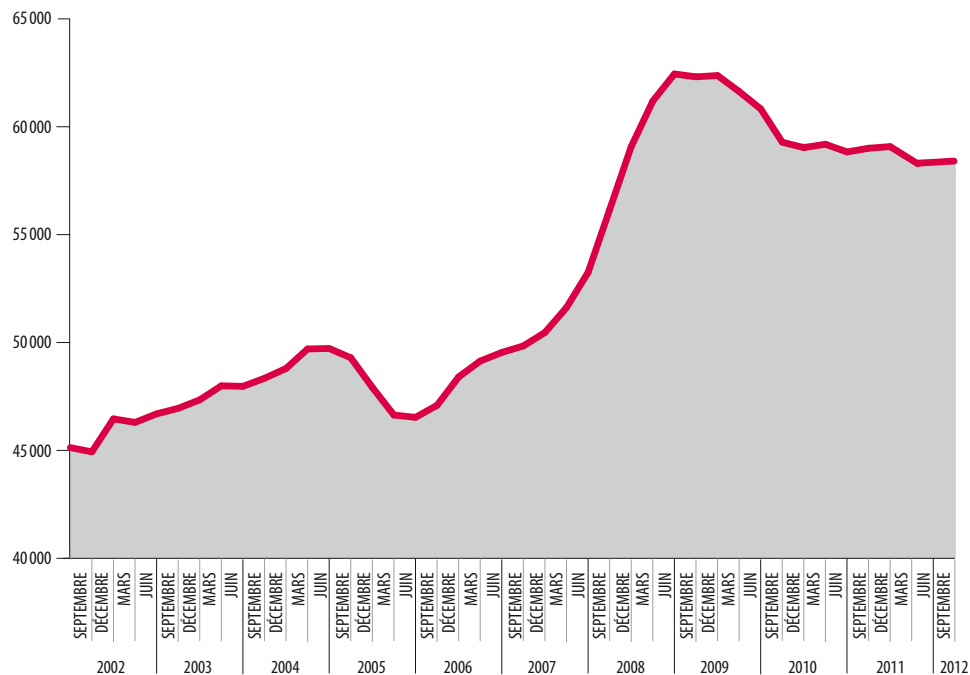
STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	3 ^{ème} trimestre 2011	3 ^{ème} trimestre 2012	Évolution trimestre
AGRICULTURE	176	149	- 15,3 %
Chasse, pêche, forêt	49	38	-22,4 %
Culture	76	70	-7,9 %
Élevage	51	41	-19,6 %
CONSTRUCTION	3 114	3 297	5,9 %
Bâtiment	2 784	2 892	3,9 %
Immobilier	330	405	22,7 %
COMMERCE	2 720	2 746	1,0 %
Commerce & réparation de véhicules	383	407	6,3 %
Commerce de détail	1 643	1 705	3,8 %
Commerce interentreprises	694	634	-8,6 %
INDUSTRIE	871	836	-4,0 %
Industrie agroalimentaire	258	269	4,3 %
Industrie hors agroalimentaire	613	567	-7,5 %
INFORMATION & COMMUNICATION	311	306	-1,6 %
Services informatiques & édition de logiciels	162	183	13,0 %
Autres activités information & communication	149	123	-17,4 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	316	371	17,4 %
Transport routier de marchandises	243	280	15,2 %
Autres activités de transport	73	91	24,7 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	80	69	-13,8 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 327	1 401	5,6 %
Activités scientifiques & techniques	652	718	10,1 %
Services administratifs aux entreprises	675	683	1,2 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	418	434	3,8 %
Activités de réparation	68	55	-19,1 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	243	292	20,2 %
Autres services à la personne	107	87	-18,7 %
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	1 206	1 362	12,9 %
Hébergement	71	94	32,4 %
Restauration	937	1 052	12,3 %
Débits de boissons	198	216	9,1 %
AUTRES ACTIVITÉS	471	425	-9,8 %
Santé humaine & action sociale	121	111	-8,3 %
Activités récréatives	141	123	-12,8 %
Enseignement	121	115	-5,0 %
Autres activités	88	76	-13,6 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	11 010	11 396	3,5 %

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR RÉGION

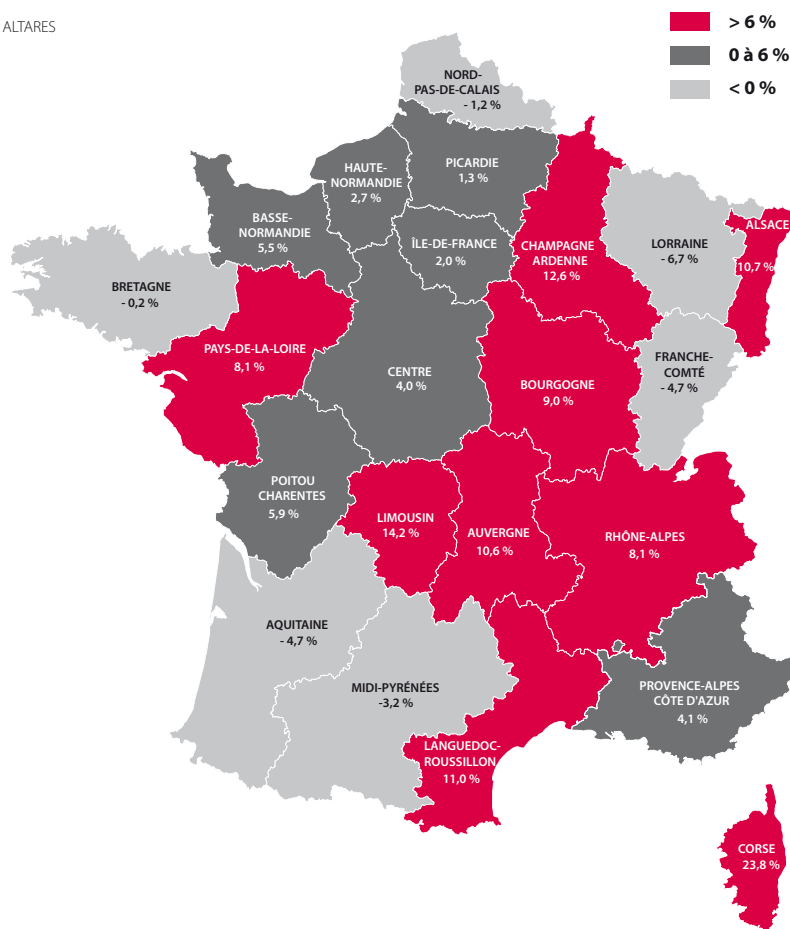
RÉGIONS	3 ^{ème} trimestre 2011	3 ^{ème} trimestre 2012	Évolution trimestre
Alsace	233	258	10,7%
Aquitaine	644	614	-4,7%
Auvergne	151	167	10,6%
Basse-Normandie	200	211	5,5%
Bourgogne	256	279	9,0%
Bretagne	504	503	-0,2%
Centre	354	368	4,0%
Champagne-Ardenne	191	215	12,6%
Corse	42	52	23,8%
Franche-Comté	211	201	-4,7%
Haute-Normandie	294	302	2,7%
Île-de-France	2 135	2 177	2,0%
Languedoc-Roussillon	563	625	11,0%
Limousin	120	137	14,2%
Lorraine	342	319	-6,7%
Midi-Pyrénées	555	537	-3,2%
Nord-Pas de Calais	652	644	-1,2%
Pays-de-la-Loire	531	574	8,1%
Picardie	317	321	1,3%
Poitou-Charentes	271	287	5,9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 161	1 209	4,1%
Rhône-Alpes	1 186	1 282	8,1%
Autres (dont DOM)	97	114	17,5%
TOTAL	11 010	11 396	3,5%

ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE SUR 10 ANS (DONNÉES 12 MOIS GLISSANTS - SEPTEMBRE 2002 À SEPTEMBRE 2012)



CARTE D'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES PAR RÉGION 3^{ÈME} TRIMESTRE 2012

SOURCE ALTARES



DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES DE PLUS DE 20 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2012

RAISON SOCIALE	DPT	REGION	ANNÉE CRÉATION	CODE NAF	ACTIVITE	CA (M€)	EFFECTIF	PROCÉDURE	MOIS DU JUGEMENT
GAME FRANCE	93	Île-de-France	1992	4741Z	Commerce de détail d'ordinateurs	196,2	951	RJ	09
MARIE BRIZARD ET ROGER INTERNATIONAL	94	Île-de-France	1954	4634Z	Commerce interentreprises de boissons	173,0	221	RJ	07
SACFOM	93	Île-de-France	1998	4619A	Centrales d'achat non alimentaires	116,5	115	RJ	09
CL INNOVATION SANTE	92	Île-de-France	2000	7830Z	Autre mise à disposition de ressources humaines	52,4	600	RJ	08
TRW LINKAGE SUSPENSION RAMONCHAMP	88	Lorraine	2007	4669B	Commerce interentreprises de fournitures et équipements industriels divers	44,6	342	RJ	07
CALVEZ ELECTROMENAGER	22	Bretagne	1996	4643Z	Commerce interentreprises d'appareils électroménagers	31,2	27	RJ	07
BERGAME PRINT - SIC 2 GCA	77	Île-de-France	2002	1812Z	Autre imprimerie (labeur)	26,,1	127	RJ	07
GMR GAUTHIER MAITRE ROBINETTERIE	69	Rhône-Alpes	1983	4669B	Commerce interentreprises de fournitures et équipements industriels divers	25,9	75	RJ	07
L.L.M	19	Limousin	1988	4941C	Location de camions avec chauffeur	25,9	331	RJ	07
SAMIC PRODUCTION	49	Pays-de-la Loire	1978	1623Z	Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries	24,3	186	RJ	07
MGF LOGISTIQUE NORD	92	Île-de-France	2004	5210B	Entreposage et stockage non frigorifique	22,9	311	RJ	07
OUTILS ET PARTICIPATIONS	39	Franche-Comté	1989	4666Z	Commerce interentreprises d'autres machines et équipements de bureau	20,8	59	RJ	07
RHODE TOURISME	06	Provence- Alpes-Côte d'Azur	2004	5520Z	Fabrication d'autres équipements automobiles	20,8	57	RJ	09
SA FAM AUTOMOBILES	25	Franche-Comté	1990	2932Z	Fabrication d'autres équipements automobiles	20,5	86	RJ	07

PARTIE 2

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

3^{ÈME} TRIMESTRE 2012

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES (SITUATION AU 1^{ER} OCTOBRE DE CHAQUE ANNÉE)

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE GLOBALE

3 ^{èmes} trimestres	2010	2011	2012
France	260	297	310
Évolution Vs N-1	-17,5%	14,2%	4,4%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	3 ^{ème} trimestre 2011	3 ^{ème} trimestre 2012	Évolution trimestre
0 salarié	97	83	-14,4%
1 ou 2 salariés	36	57	58,3%
3 à 5 salariés	37	51	37,8%
6 à 9 salariés	44	27	-38,6%
10 à 19 salariés	40	40	0,0%
20 à 49 salariés	22	40	81,8%
50 à 99 salariés	14	5	-64,3%
100 à 199 salariés	5	5	0,0%
200 salariés et plus	2	2	0,0%
TOTAL	297	310	4,4%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE

ÂGE	3 ^{ème} trimestre 2011	3 ^{ème} trimestre 2012	Évolution trimestre
moins de 3 ans	45	40	-11,1%
3 à 5 ans	80	84	5,0%
6 à 10 ans	53	61	15,1%
11 à 15 ans	42	36	-14,3%
16 à 50 ans	75	82	9,3%
51 ans et plus	2	7	250,0%
TOTAL	297	310	4,4%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE
PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	3 ^{ème} trimestre 2011	3 ^{ème} trimestre 2012	Évolution trimestre
AGRICULTURE	7	3	-57,1 %
Chasse, pêche, forêt	-	-	-
Culture	5	3	-40,0 %
Élevage	2	-	-100,0 %
CONSTRUCTION	58	60	3,4 %
Bâtiment	43	26	-39,5 %
Immobilier	15	34	126,7 %
COMMERCE	62	76	22,6 %
Commerce & réparation de véhicules	14	18	28,6 %
Commerce de détail	34	42	23,5 %
Commerce interentreprises	14	16	14,3 %
INDUSTRIE	41	37	-9,8 %
Industrie agroalimentaire	6	7	16,7 %
Industrie hors agroalimentaire	35	30	-14,3 %
INFORMATION & COMMUNICATION	10	6	-40,0 %
Services informatiques & édition de logiciels	7	4	-42,9 %
Autres activités information & communication	3	2	-33,3 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	4	1	-75,0 %
Transport routier de marchandises	3	1	-66,7 %
Autres activités de transport	1	-	-100,0 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	8	10	25,0 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	65	65	0,0 %
Activités scientifiques & techniques	23	22	-4,3 %
Services administratifs aux entreprises	42	43	2,4 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	10	6	-40,0 %
Activités de réparation	2	2	-
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	7	4	-42,9 %
Autres services à la personne	1	-	-
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	17	33	94,1 %
Hébergement	4	5	25,0 %
Restauration	10	26	160,0 %
Débites de boissons	3	2	-33,3 %
AUTRES ACTIVITÉS	15	13	-13,3 %
Santé humaine & action sociale	5	5	0,0 %
Activités récréatives	6	4	-33,3 %
Enseignement	3	3	0,0 %
Autres activités	1	1	0,0 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	297	310	4,4 %

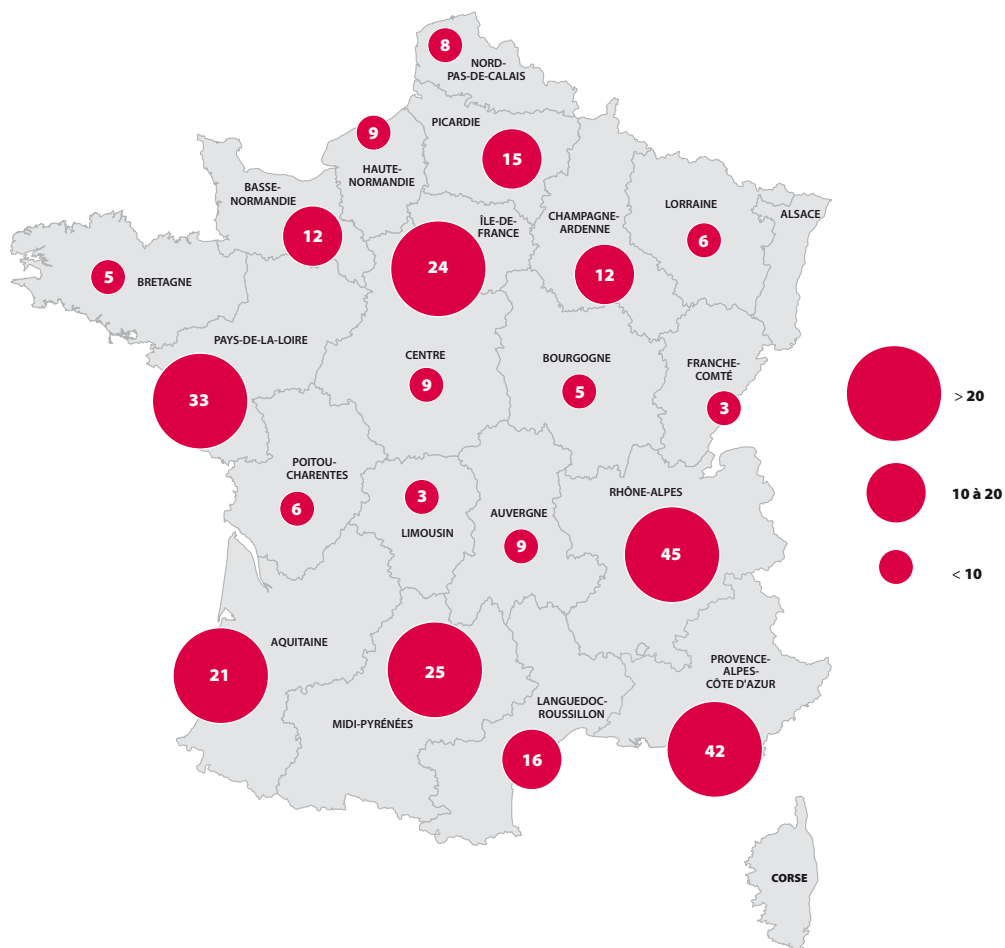
STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR RÉGION

RÉGIONS	3 ^{ème} trimestre 2011	3 ^{ème} trimestre 2012	Évolution trimestre
Alsace	7	-	-100,0%
Aquitaine	30	21	-30,0%
Auvergne	2	9	350,0%
Basse-Normandie	8	12	50,0%
Bourgogne	2	5	150,0%
Bretagne	8	5	-37,5%
Centre	3	9	200,0%
Champagne-Ardenne	5	12	140,0%
Corse	-	-	-
Franche-Comté	-	3	-
Haute-Normandie	4	9	125,0%
Île-de-France	57	24	-57,9%
Languedoc-Roussillon	15	16	6,7%
Limousin	3	3	0,0%
Lorraine	21	6	-71,4%
Midi-Pyrénées	18	25	38,9%
Nord-Pas de Calais	6	8	33,3%
Pays-de-la-Loire	19	33	73,7%
Picardie	9	15	66,7%
Poitou-Charentes	12	6	-50,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	21	42	100,0%
Rhône-Alpes	29	45	55,2%
Autres (dont DOM)	18	2	-88,9%
TOTAL	297	310	4,4%

CARTE DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR RÉGION

3^{ÈME} TRIMESTRE 2012

SOURCE ALTARES



SAUVEGARDES D'ENTREPRISES DE PLUS DE 10 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2012

RAISON SOCIALE	DPT	RÉGION	ANNÉE CRÉATION	CODE NAF	ACTIVITÉ	CA (M€)	EFFECTIF	MOIS DE SAUVEGARDE
A.B.R.F. INDUSTRIES	44	Pays-de-la-Loire	1993	3020Z	Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant	40,2	173	07
BIHR FRERES FILATURE FICELLERIE CORDER	88	Lorraine	1956	1394Z	Fabrication de ficelles, cordes et filets	26,7	171	07
CHANTIER NAVAL COUACH - CNC	33	Aquitaine	2009	3012Z	Construction de bateaux de plaisance	24,3	256	07
SOC DISTRIBUTION AUTOMOBILES PRINCET	93	Île-de-France	2007	4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	21,9	47	08
LATECOERE AEROSERVICES	31	Midi-Pyrénées	1989	3316Z	Réparation et maintenance d'aéronefs et d'engins spatiaux	21,1	170	08
STRADALE AUTOMOBILE	13	Provence-Alpes-Côte d'Azur	2007	4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	18,4	12	07
SICO SOC INDUST COMMERC OUEST	49	Pays-de-la-Loire	1976	4799A	Vente à domicile	17,0	307	07
BEL MAILLE	42	Rhône-Alpes	1956	1391Z	Fabrication d'étoffes à mailles	16,9	97	08
EMBASSY	59	Nord-Pas-de-Calais	1986	4642Z	Commerce interentreprises d'habillement et de chaussures	16,8	26	07
BERNARDI	02	Picardie	1958	4661Z	Commerce interentreprises de matériel agricole	16,7	44	07
SA RESMA	34	Languedoc-Roussillon	1984	2932Z	Fabrication d'autres équipements automobiles	10,5	33	07

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

AVERTISSEMENT : Depuis 2009, Altares diffuse ses statistiques de défaillances et sauvegarde d'entreprises par activité selon la nomenclature NAF révisée au 1^{er} janvier 2008.

DÉFINITION DE LA DÉFAILLANCE :

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire directe auprès d'un tribunal de commerce ou de grande instance.

Cette procédure intervient lorsque le débiteur est en cessation de paiements, c'est à dire lorsqu'il est dans l'impossibilité de faire face au passif exigible avec l'actif disponible.

La procédure de sauvegarde est ouverte par le tribunal sur demande d'un débiteur qui, sans être en cessation des paiements, justifie de difficultés qu'il n'est pas en mesure de surmonter.

Les procédures de redressement judiciaire et de sauvegarde sont applicables aux sociétés mais aussi à toute entreprise exerçant une activité commerciale ou artisanale, à tout agriculteur, à toute autre personne physique exerçant une activité professionnelle indépendante y compris une profession libérale.

STATISTIQUES DE DÉFAILLANCE :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises et de sauvegardes comptabilisent l'ensemble des entités légales disposant d'un numéro siren (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un tribunal de commerce ou de grande instance. Ne sont, par conséquent, pas considérées les suites de procédure, à savoir liquidations judiciaires après redressement judiciaire, plans de continuation, de sauvegarde ou de cession. Ne sont pas davantage retenues les cessations amiables d'activité.

LES SOURCES DES PROCÉDURES COLLECTÉES PAR ALTARES :

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987. Le B.O.D.A.C.C. publie les annonces légales relatives à la vie d'une entreprise, notamment les avis de procédures de sauvegarde, de redressement et liquidation judiciaires.

DONNÉES EN DATE DE JUGEMENT :

La date de défaillance ou de sauvegarde retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC.

NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS :

La nomenclature des activités françaises a été révisée au 1^{er} janvier 2008. La NAF rév. 2 succède à la NAF rév. 1 qui était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003. La modification des codes NAF répond à l'évolution des technologies, des marchés et des entreprises sur les vingt dernières années. Elle a aussi pour but de rapprocher les codes d'activité français des nomenclatures européennes (la NACE) et internationales (la CITI) pour une harmonisation qui permettra notamment de meilleures comparaisons entre les pays.

En pratique, plusieurs conséquences :

- Les codes NAF passent de 4 à 5 caractères ; les 4 premières positions correspondent à la nomenclature européenne (NACE) nouvellement révisée, et la 5^{ème} position permet de compléter le code officiel par une spécificité nationale, sous forme de lettre.
- Un code d'activité sur trois (34 %) dans la nouvelle nomenclature n'a pas de correspondance directe dans l'ancienne NAF qui comptait 712 codes contre 732 désormais.

La révision de la nomenclature des activités françaises nous conduit à recalculer notre série historique des statistiques de défaillances sur 10 ans selon la NAF rév 2. Mais les tendances globales de la nouvelle série restent néanmoins comparables de celles observées avec la NAF rév 1.

Les secteurs d'activité étudiés dans les analyses Altares se définissent de la façon suivante :

SECTEURS D'ACTIVITÉ AGRÉGÉS	SECTEURS D'ACTIVITÉ DÉVELOPPÉS	CODES NAF Rev 2 ASSOCIÉS
Agriculture	Chasse, pêche, forêt	017 à 03
	Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
	Élevage	014 à 015 ET 0163Z
Construction	Bâtiment	412 à 43
	Immobilier	411 ET 68
Commerce	Commerce & réparation véhicules	45
	Commerce de détail	47
	Commerce interentreprises	46
Industrie	Industrie agroalimentaire	10 à 12
	Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 ET 13 à 39
Information & communication	Services Informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
	Autres activités information & communication (Édition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 ET 6391 ET 6399
Transport & logistique	Transport routier de marchandises	4941 à 4950
	Autres activités de transport	4910 à 4939 ET 50 à 53
Activités financières et d'assurance	Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
Services aux entreprises	Activités scientifiques et techniques (Conseil, gestion, R&D, publicité...)	69 à 75 ET 9601A
	Services administratifs aux entreprises (Location, interim, voyage, sécurité, nettoyage, ...)	77 à 82 et 6420Z
Services aux particuliers	Activités de réparation	95
	Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
	Autres services à la personne	9601B ET 9603Z ET 9609 à 98
Hébergement, restauration, débits de boisson	Hébergement	55
	Restauration	56 sauf 5630
	Débits de boissons	5630
Autres activités	Santé humaine & action sociale	86 à 88
	Activités récréatives	90 à 93
	Enseignement	85
	Administration publique	84
	Autres activités	94 ET 99

ANNEXES

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES ET PROCÉDURES DE SAUVEGARDE D'ENTREPRISES EN FRANCE

9 MOIS

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES (SITUATION AU 1^{ER} OCTOBRE DE CHAQUE ANNÉE)

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE GLOBALE

9 MOIS	2010	2011	2012
France	43 557	42 732	42 714
Evolution Vs N-1	-3,1%	-1,9%	0,0%

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	9 premiers mois 2011	9 premiers mois 2012	Évolution 9 mois
0 salarié	19 095	17 472	-8,5%
1 ou 2 salariés	11 511	12 306	6,9%
3 à 5 salariés	6 087	6 580	8,1%
6 à 9 salariés	2 945	3 065	4,1%
10 à 19 salariés	1 857	1 945	4,7%
20 à 49 salariés	949	986	3,9%
50 à 99 salariés	173	217	25,4%
100 à 199 salariés	75	102	36,0%
200 salariés et plus	40	41	2,5%
TOTAL FRANCE	42 732	42 714	0,0%

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR ÂGE

ÂGE	9 premiers mois 2011	9 premiers mois 2012	Évolution 9 mois
moins de 3 ans	9 045	8 884	-1,8%
3 à 5 ans	14 123	13 697	-3,0%
6 à 10 ans	9 201	9 592	4,2%
11 à 15 ans	3 857	3 852	-0,1%
16 à 50 ans	6 377	6 554	2,8%
51 et plus	131	135	3,1%
TOTAL FRANCE	42 734	42 714	0,0%

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	9 premiers mois 2011	9 premiers mois 2012	Évolution 9 mois
AGRICULTURE	820	784	-4,4 %
Chasse, pêche, forêt	168	169	0,6 %
Culture	362	360	-0,6 %
Élevage	290	255	-12,1 %
CONSTRUCTION	12 490	12 361	-1,0 %
Bâtiment	10 956	10 753	-1,9 %
Immobilier	1 534	1 608	4,8 %
COMMERCE	9 843	9 755	-0,9 %
Commerce & réparation de véhicules	1 370	1 452	6,0 %
Commerce de détail	6 005	5 915	-1,5 %
Commerce interentreprises	2 468	2 388	-3,2 %
INDUSTRIE	3 246	3 161	-2,6 %
Industrie agroalimentaire	984	1 017	3,4 %
Industrie manufacturière	2 262	2 144	-5,2 %
INFORMATION & COMMUNICATION	1 096	1 122	2,4 %
Services informatiques & édition de logiciels	579	632	9,2 %
Autres activités information & communication	517	490	-5,2 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	1 279	1 422	11,2 %
Transport routier de marchandises	972	1 082	11,3 %
Autres activités de transport	307	340	10,7 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	273	277	1,5 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	5 256	5 263	0,1 %
Activités scientifiques & techniques	2 661	2 650	-0,4 %
Services administratifs aux entreprises	2 595	2 613	0,7 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 723	1 727	0,2 %
Activités de réparation	264	254	-3,8 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	985	1 080	9,6 %
Autres services à la personne	474	393	-17,1 %
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	4 704	4 887	3,9 %
Hébergement	347	378	8,9 %
Restauration	3 569	3 788	6,1 %
Débites de boissons	788	721	-8,5 %
AUTRES ACTIVITÉS	2 002	1 955	-2,3 %
Santé humaine & action sociale	610	580	-4,9 %
Activités récréatives	556	551	-0,9 %
Enseignement	436	445	2,1 %
Autres activités	400	379	-5,3 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	42 732	42 714	0,0 %

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR RÉGION

RÉGIONS	9 premiers mois 2011	9 premiers mois 2012	Évolution 9 mois
Alsace	1 130	1 102	-2,5%
Aquitaine	2 347	2 317	-1,3%
Auvergne	626	645	3,0%
Basse-Normandie	859	852	-0,8%
Bourgogne	954	1 038	8,8%
Bretagne	1 896	1 810	-4,5%
Centre	1 550	1 533	-1,1%
Champagne-Ardenne	678	787	16,1%
Corse	198	219	10,6%
Franche-Comté	738	727	-1,5%
Haute-Normandie	996	999	0,3%
Île-de-France	8 397	8 156	-2,9%
Languedoc-Roussillon	2 320	2 323	0,1%
Limousin	499	502	0,6%
Lorraine	1 403	1 375	-2,0%
Midi-Pyrénées	1 902	1 860	-2,2%
Nord-Pas de Calais	2 458	2 461	0,1%
Pays-de-la-Loire	1 977	1 933	-2,2%
Picardie	1 120	1 139	1,7%
Poitou-Charentes	1 078	1 041	-3,4%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 510	4 514	0,1%
Rhône-Alpes	4 311	4 525	5,0%
DOM et autres	785	856	9,0%
TOTAL FRANCE	42 732	42 714	0,0%

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES (SITUATION AU 1^{ER} OCTOBRE DE CHAQUE ANNÉE)

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE GLOBALE

9 MOIS	2010	2011	2012
France	909	1 005	1 084
Evolution Vs N-1	-13,1%	10,6%	7,9%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	9 premiers mois 2011	9 premiers mois 2012	Évolution 9 mois
0 salarié	317	279	-12,0%
1 ou 2 salariés	155	173	11,6%
3 à 5 salariés	141	162	14,9%
6 à 9 salariés	122	147	20,5%
10 à 19 salariés	118	147	24,6%
20 à 49 salariés	89	122	37,1%
50 à 99 salariés	34	30	-11,8%
100 à 199 salariés	19	17	-10,5%
200 salariés et plus	10	7	-30,0%
TOTAL FRANCE	1 005	1 084	7,9%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE

ÂGE	9 premiers mois 2011	9 premiers mois 2012	Évolution 9 mois
moins de 3 ans	105	107	1,9%
3 à 5 ans	284	265	-6,7%
6 à 10 ans	206	232	12,6%
11 à 15 ans	138	146	5,8%
16 À 50 ans	259	312	20,5%
51 ans et plus	13	22	69,2%
TOTAL FRANCE	1 005	1 084	7,9%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	9 premiers mois 2011	9 premiers mois 2012	Évolution 9 mois
AGRICULTURE	34	22	-35,3 %
Chasse, pêche, forêt	3	1	-
Culture	12	15	25,0 %
Élevage	19	6	-68,4 %
CONSTRUCTION	193	216	11,9 %
Bâtiment	117	121	3,4 %
Immobilier	76	95	25,0 %
COMMERCE	213	221	3,8 %
Commerce & réparation de véhicules	33	45	36,4 %
Commerce de détail	125	129	3,2 %
Commerce interentreprises	55	47	-14,5 %
INDUSTRIE	129	129	0,0 %
Industrie agroalimentaire	26	30	15,4 %
Industrie manufacturière	103	99	-3,9 %
INFORMATION & COMMUNICATION	25	31	24,0 %
Services informatiques & édition de logiciels	16	16	0,0 %
Autres activités information & communication	9	15	66,7 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	18	35	94,4 %
Transport routier de marchandises	12	22	83,3 %
Autres activités de transport	6	13	116,7 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	29	30	3,4 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	191	214	12,0 %
Activités scientifiques & techniques	69	81	17,4 %
Services administratifs aux entreprises	122	133	9,0 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	32	25	-21,9 %
Activités de réparation	6	6	0,0 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	21	16	-23,8 %
Autres services à la personne	5	3	-40,0 %
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	81	96	18,5 %
Hébergement	27	16	-40,7 %
Restauration	46	71	54,3 %
Débits de boissons	8	9	12,5 %
AUTRES ACTIVITÉS	60	65	8,3 %
Santé humaine & action sociale	19	29	52,6 %
Activités récréatives	21	13	-38,1 %
Enseignement	5	13	160,0 %
Autres activités	15	10	-33,3 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	1005	1084	7,9 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE PAR RÉGION

RÉGIONS	9 premiers mois 2011	9 premiers mois 2012	Évolution 9 mois
Alsace	19	20	5,3 %
Aquitaine	93	82	- 11,8 %
Auvergne	15	23	53,3 %
Basse-Normandie	45	31	- 31,1 %
Bourgogne	15	31	106,7 %
Bretagne	24	21	- 12,5 %
Centre	22	27	22,7 %
Champagne-Ardenne	16	33	106,3 %
Corse	1	0	-
Franche-Comté	9	13	44,4 %
Haute-Normandie	12	25	108,3 %
Île-de-France	126	94	- 25,4 %
Languedoc-Roussillon	59	54	- 8,5 %
Limousin	16	16	0,0 %
Lorraine	35	22	- 37,1 %
Midi-Pyrénées	59	63	6,8 %
Nord-Pas de Calais	22	32	45,5 %
Pays-de-la-Loire	57	78	36,8 %
Picardie	27	52	92,6 %
Poitou-Charentes	61	42	- 31,1 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	119	128	7,6 %
Rhône-Alpes	120	144	20,0 %
DOM et autres	33	53	60,6 %
TOTAL FRANCE	1 005	1 084	7,9 %